

# 2023 Chances et risques



- + Les **taux d'inflation reculent**. Le durcissement de la politique monétaire des banques centrales freine la demande de biens. Les entreprises doivent même à nouveau baisser leurs prix. La baisse prolongée du pouvoir d'achat que l'on craignait peut être maîtrisée.
- + La **Chine** gère la crise Covid. Le point culminant sera atteint en février ou mars. La levée des restrictions d'entrée et de sortie redonne de l'élan à l'économie. Les **effets de rattrapage**, comme nous l'avons vu en Occident, entraînent un boom à court terme. Ainsi, malgré des problèmes structurels, la Chine pourrait s'avérer être un soutien pour l'économie mondiale en 2023. Celle-ci devrait croître d'environ 2% l'année prochaine.
- + Les **marchés financiers** ont réagi à la situation globale négative actuelle par des corrections parfois importantes. Le retournement des taux d'intérêt, notamment, a ramené les valorisations des actions à des niveaux plus raisonnables. Si l'économie s'enfonce dans une récession plutôt légère et que la lutte contre l'inflation est couronnée de succès, les marchés peuvent s'attendre à un retournement de tendance cyclique dans le courant de 2023.
- La **politique** reste LE **grand risque** pour la prospérité des citoyens et les marchés financiers.
- **Géopolitique** : La guerre en Ukraine accentue la séparation du monde en deux grands blocs, avec les États-Unis et la Chine comme principaux protagonistes. Cela s'est déjà manifesté sous l'ère Trump. Les puissances moyennes comme l'Inde, la Turquie ou l'Arabie saoudite ne se laissent plus facilement intégrer par un seul camp. La question de Taïwan recèle un potentiel de conflit considérable.
- **Politique fiscale** : les politiques ont plus que jamais tendance à faire preuve d'un **interventionnisme étatique** coûteux. Lors de la pandémie, des programmes de reconstruction de plusieurs milliards de dollars ont été décidés, ce qui a fini par alimenter l'inflation. Aujourd'hui, ce sont les plafonds des prix du pétrole et du gaz (UE) ou un "Inflation Reduction Act" (USA) qui entrent en jeu. Toutes ces mesures sapent les fonctions de régulation du marché et de l'économie, qui permettraient de rééquilibrer l'offre et la demande par le biais des prix. Le système financier, soutenu par une **dette publique record**, est à la limite de la fonctionnalité. La hausse des taux d'intérêt aggrave la situation. Le marché s'est clairement rebellé en Angleterre lorsque Liz Truss a voulu augmenter massivement les dépenses tout en réduisant les impôts. Cela devrait servir d'avertissement.
- **Politique monétaire** : il n'y a pas si longtemps, les banques centrales considéraient l'inflation comme un phénomène temporaire. Désormais, elles font preuve d'une détermination farouche à la combattre, quasiment sans se soucier des conséquences. Le **risque** est qu'elles se laissent emporter et **freinent trop longtemps**. Outre l'économie en général, ce sont surtout les marchés immobiliers et les banques qui octroient des crédits qui en pâtiraient.
- **Politique énergétique** : la protection du climat est une bonne chose, mais sans énergie, rien ne va. Les États-Unis sont autonomes, l'Europe et la Suisse sont dépendantes. Le mot de l'année 2022 est : "**pénurie d'électricité**". Cette situation inconfortable nous accompagnera encore pendant des années.
- À première vue, le contexte semble sombre. Mais comme les marchés financiers anticipent déjà beaucoup de choses négatives, nous envisageons la nouvelle année avec un optimisme modéré, en particulier pour les marchés des actions. Une gestion un peu plus active des portefeuilles, par rapport à la stratégie traditionnelle buy-and-hold, peut créer de la valeur ajoutée pour les investisseurs.